



Les quasi-contrats



La gestion d'affaires

La gestion d'affaires est le fait pour un **gérant d'affaires** de gérer l'affaire d'autrui dans l'intérêt de ce dernier, le **maitre d'affaires**.

- Actes matériels
- Actes juridiques.

Généralités sur le gérant et le maitre de l'affaire

Le **gérant d'affaires** doit être capable et avoir l'intention de gérer l'affaire d'autrui. Il doit avoir l'intention de gérer l'affaire dans l'intérêt du maitre de l'affaire. De plus il doit intervenir sans y être tenu, c'est-à-dire ni par la loi ni par contrat.

Le **maitre de l'affaire** peut être capable ou non. La gestion de l'affaire est faite à l'insu ou sans l'opposition du maitre de l'affaire. Par ailleurs, il doit avoir été dans l'impossibilité d'agir.

Modalités de l'acte de gestion

La gestion peut être **avec représentation**, le gérant agit au nom et pour le compte du géré, ou **sans représentation**, le gérant agit pour le compte du géré, mais en son nom de gérant.

L'affaire doit être gérée **utilement** mais, il n'est pas nécessaire que la gestion soit urgente.

Effets de la gestion d'affaires

Le gérant a les mêmes obligations qu'un mandataire (gestion avec des soins raisonnables, rendre compte de sa gestion, poursuivre la gestion jusqu'à son terme) et le géré les mêmes obligations qu'un mandant (respecter les engagements pris, rembourser au gérant les dépenses de la gestion).

Lorsque le gérant traite en son nom personnel, il est engagé vis-à-vis des tiers.





Les quasi-contrats

Le paiement de l'indu

Tout paiement suppose une dette : ce qui a été payé sans être dû est sujet à restitution.

- **Indu objectif** : porte sur une dette qui n'existe pas.
- **Indu subjectif** :
 - Une personne s'acquitte d'une dette dont elle est débitrice, mais dans les mains du mauvais créancier
 - Une personne reçoit par erreur ou sous la contrainte a acquitté la dette d'autrui.

Le **solvens** (celui qui doit la prestation ou le prix) a droit à la répétition de l'indu lorsqu'il a payé alors qu'il n'était pas débiteur. Mais, il faut prouver l'erreur de fait ou de droit, par tout moyen, sauf en cas de paiement d'une dette qui n'existe plus.

L'accipiens (contractant qui reçoit ou se trouve en attente d'une prestation qui doit lui être faite ou du prix qui doit lui être payé), qui a supprimé son titre après avoir été payé par ce qu'il pensait être le vrai débiteur ou celui dont l'action est prescrite ou qui a abandonné ses suretés, voit la répétition exclue.

La répétition, c'est le droit qui appartient à une personne d'obtenir le remboursement de la valeur dont une autre s'est injustement enrichie à ses dépens. Par conséquent, la procédure pour restitution est nommée **l'action en répétition de l'indu**.

L'action en répétition peut être exercée dans un délai de 5 ans en agissant contre celui qui a reçu le paiement ou contre celui pour le compte duquel il a été reçu.

